



Construire et défendre
la paix



ÉDITO

سلام

« 'As-salāmu `alaykum », que la paix soit sur vous ! C'est ainsi qu'on se salue dans le monde musulman, en se souhaitant la paix. Juste « Salaam », moins formel, est aussi répandu. Ce mot, paix, ne signifie pas seulement l'absence de guerre, mais a un sens bien plus profond qui désigne le fait d'être intact, la santé, la paix intérieure, la sérénité, l'harmonie. On se salue pareillement en hébreu, d'un simple שלום, « Shalom ».

Nous avons voulu que ce numéro soit le plus intemporel possible. Aucun article ne sera donc centré sur les actualités brûlantes, notamment en Ukraine, victime d'une guerre qui s'éternise, et à Gaza, où se déroule un génocide [à l'heure de boucler ce numéro, un mince espoir de cessez-le-feu émerge]. Indirectement, cependant, chaque mot, chaque lettre de ce *Contrastes* se veut un témoignage de solidarité vis-à-vis des populations ciblées, affamées et bombardées par l'armée israélienne, et vis-à-vis de toutes les personnes qui subissent la guerre partout dans le monde.

Le nombre de conflits armés en cours est à son plus haut point depuis 1945. C'est dire l'urgence de reprendre, en profondeur, le chantier de la paix. Ce qui commence par en parler, par en comprendre l'histoire, par en mêler et démêler les nœuds avec les autres valeurs, principes ou systèmes qui lui sont en partie liés ou opposés : pacifisme, solidarité, démocratie, défense, compétition...

Après avoir traversé des désaccords, des tensions, des doutes liés à l'explosion de la brutalité et du réarmement dans les relations internationales, nous nous sommes donné une mission simple et fidèle à notre mouvement d'éducation permanente pluraliste : donner à réfléchir à toutes celles et ceux qui s'inscrivent dans une recherche sincère de la paix. Car si nous sommes nombreux à partager un désir puissant et évident de paix, cela ne la fait pas advenir par miracle. Tant qu'on reste dans le slogan et l'idéologie, la paix n'est qu'un mantra impuissant. Mais dès qu'on cherche à la mettre en œuvre, les choix à poser et les chemins à suivre peuvent diverger. Sommes-nous capables d'accepter, comme le recommande Thich Nhat Hanh, que nous avons *partiellement* raison ? Entre chercheurs de paix, commençons par cultiver le dialogue, ou ce serait le comble de l'inconséquence.

Guillaume Lohest

Ont collaboré à ce numéro :

Adrienne Demaret, Guillaume Lohest,
Charlotte Renouprez

Rédacteur en chef :

Guillaume Lohest

Crédits photos :

Canva, Freepik, Wikimedia Commons,
Unsplash

Graphisme & mise en page :

Magali Lequeux

Éditeur responsable :

Charlotte Renouprez,
rue du Lombard 8 | 5000 Namur
Tél : 081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be



À CHAQUE GUERRE SON PACIFISME

Par Guillaume Lohest

Le pacifisme pourrait sembler un idéal éternel et évident. Pourtant, son histoire est récente et contrastée. Les différents contextes de guerre influencent profondément les discours et les attitudes des pacifistes, selon l'origine et la proximité de la menace. Retour sur quelques guerres du 20^e siècle.

Cela nous surprendra – ou pas : le pacifisme est une préoccupation récente dans l'histoire occidentale. En langue française, le mot n'est apparu avec son sens actuel que vers 1900. Les historiens considèrent que les premières traces de pacifisme remontent à la création des « sociétés de paix » aux États-Unis et en Angleterre, au début du 19^e siècle, sous l'influence des Quakers, un groupe religieux issu du christianisme pour lequel la non-violence a une valeur centrale et absolue. Dans la foulée, à partir de 1830, les premières organisations pour la paix commencent à se développer en Europe¹. Tout au long du 19^e siècle, plusieurs courants pacifistes voient le jour, diverses sensibilités émergent. Plutôt philosophiques, dans l'esprit de Kant et de son idéal de « paix perpétuelle », ou chrétiennes, dans le sillage de l'écrivain russe Tolstoï, ces pensées se concrétisent par la tenue de Congrès internationaux prônant des arbitrages entre nations, afin de fonder la paix par le Droit. Parmi les courants marxistes, le pacifisme est alors considéré comme une idéologie bour-

geoise au service de l'impérialisme. Ce n'est qu'au tournant du 20^e siècle qu'une vision pacifiste spécifiquement socialiste se structurera plus durablement autour de l'idée que la guerre (en gros) est le produit du capitalisme.

JUSTE AVANT

La Première Guerre mondiale est un cataclysme décisif pour comprendre comment les situations de guerre transforment les pacifistes eux-mêmes. Au moment de la menace, quand le conflit semble imminent, tout d'abord. On sait que le socialiste Jean Jaurès a tenu des propos pacifistes très forts et sans ambiguïtés : « L'affirmation de la paix est le plus grand des combats : combat pour refouler dans les autres et en soi-même les aspirations brutales et les conseils grossiers de l'orgueil convoité ; combat pour braver l'ignominie des forces inférieures de barbarie qui prétendent, par une insolence inouïe, être les gardiennes de la civilisation française² ». Il déclare en 1914 à la

jeunesse française poussée vers la guerre au nom d'un nationalisme délirant : « On ne fait pas la guerre pour se débar-rasser de la guerre ». Pourtant, son paci-fisme, comme celui de la plupart de ses contemporains, n'était pas absolu. Face à la menace et à l'agression du voisin al-lemand, il concevait la nécessité d'une défense armée « au nom de la défense de

qu'elle constitue avant tout un fait de po-litique intérieure, et le plus atroce de tous. Il ne s'agit pas ici de considérations senti-mentales, ou d'un respect superstitieux de la vie humaine ; il s'agit d'une remarque bien simple, à savoir que le massacre est la forme la plus radicale de l'oppression ; et les soldats ne s'exposent pas à la mort, ils sont envoyés au massacre³ ».

« Le massacre est la forme la plus radicale de l'oppression »

- Simone Weil -

la liberté et de l'indépendance ». En 1911, dans *L'Armée nouvelle*, il avait théorisé la « méthode défensive totale », « bien da-vantage capable d'assurer la victoire dans l'horizon d'une politique de paix et d'équi-té que le « mouvement d'orgueil » de la guerre d'agression ».

JUSTE APRÈS

Toutefois, la guerre réelle est bien autre chose qu'une théorie, fût-elle de « défense totale ». Les quatre années de boucherie de 14-18 vont créer un traumatisme pro-fond chez l'immense majorité de ceux qui en réchapperont. Cette expérience de l'horreur absolue a une influence ca-pitale sur le pacifisme de l'entre-deux-guerres, qui connaît son apogée sous une forme radicale et engrange des avancées concrètes sur le plan international avec la création de la Société des Nations (SDN, l'ancêtre des Nations Unies) en 1919. Les années vingt sont marquées par une activité intense des pacifistes français et allemands. En 1926, l'Allemagne fait son entrée dans la SDN. Un pacifisme intégral prend de l'ampleur, autour de la conscience très vive qu'une guerre est avant tout, et seulement, un massacre. La philosophe Simone Weil écrit alors : « La grande erreur de presque toutes les études concernant la guerre, erreur dans laquelle sont tombés notamment tous les socia-listes, est de considérer la guerre comme un épisode de la politique extérieure, alors

La décennie suivante, celle des années 30, vient perturber cette évidence du pa-cifisme intégral. Hitler a pris le pouvoir en Allemagne. Le fascisme s'enracine en Italie. À nouveau, la menace gronde. L'écrivain Jean Giono, qui a connu les batailles de Verdun et du Chemin-des-Dames, tient notamment ces propos : « Que peut-il nous arriver de pire si l'Allemagne envahit la France ? Deve-nir Allemands ? Pour ma part, j'aime mieux être Allemand vivant que Fran-çais mort ». Plus radical encore, un autre écrivain, Roger Martin du Gard, place le pacifisme au-delà de toute vision po-litique : « Tout, plutôt que la guerre ! Tout, tout ! Même le fascisme en Espagne ! Oui... et même le fascisme en France ! Tout : Hitler plutôt que la guerre ! » Nul besoin de commenter longuement. Ce pacifisme intégral, qu'il est facile de juger avec le recul de l'Histoire, a mené une partie de ses partisans à collaborer avec l'occupant nazi et à soutenir le ré-gime de Vichy.

Et les autres ? Eh bien... ils changent d'avis, ils tempèrent leur pacifisme, un peu comme Jean Jaurès en 1914. Face à l'évidence d'un ennemi qui ne veut pas la paix, ils entrent en résistance ou recon-naissent que l'Allemagne nazie doit être combattue par les armes. Ce fut le cas de

Marées pacifistes dans les années 80

Au début des années 80, la « crise des euromissiles » – l'installation de missiles américains en Eu-rope de l'Ouest – suscite d'im-menses manifestations dans les pays concernés. En Belgique, la mobilisation culmine le 23 oc-tobre 1983, qui voit défiler plus de 300.000 personnes dans les rues de Bruxelles. C'est, avec la Marche blanche de 1996, la plus grande manifestation de toute l'histoire belge !

Simone Weil (dont le pacifisme est pour-tant le plus pur), de Romain Rolland et d'environ 80% des pacifistes de l'époque⁴. Le philosophe Bertrand Russel, qui fut emprisonné à cause de son engagement pacifiste, publie en juin 1940 une lettre adressée au président Roosevelt, dans laquelle il affirme : « Depuis le début de la guerre, j'ai senti que je ne pouvais plus rester pacifiste, mais j'ai hésité à le dire, à cause de la responsabilité que cela im-plique. Si j'étais assez jeune pour me battre moi-même, je le ferais, mais il est plus difficile d'inciter les autres à le faire. Au-jourd'hui, cependant, je pense que je dois annoncer que j'ai changé d'avis⁵. » Ces pacifistes, en réalité, ne se détournent pas de leur idéal de paix, ils butent sim-plement sur une impossibilité – en tel contexte précis et temporaire.

PEACE AND LOVE

L'Allemagne vaincue, le monde entre dans une nouvelle ère avec la guerre froide qui voit s'opposer le bloc occiden-tal et le bloc communiste. La proliféra-tion et la menace nucléaire deviennent une préoccupation centrale pour les mouvements pacifistes, qui militent en faveur de l'interdiction des armes nu-cléaires – jusqu'à ce jour. C'est d'ailleurs lors de la campagne pour le désarmement



nucléaire (CND), initiée en 1957 au Royaume-Uni, qu'est créé le célèbre sigle représentant la paix. Les années 60 sont aussi celles

des grandes mobilisations populaires aux États-Unis contre la guerre du Vietnam. Le pacifisme s'imprègne à cette époque d'une sensibilité nouvelle qui perdure jusqu'à aujourd'hui : la guerre à laquelle on s'oppose, ce n'est pas celle qu'on risque de vivre, mais celle que nos gouvernements vont mener dans le lointain, pour des motifs idéologiques, coloniaux, géostratégiques.

Lors de la seconde intervention américaine en Irak (2003), c'est ce pacifisme-là qui est réactivé. Les millions de manifestants refusent que leur pays initie une guerre à l'autre bout du monde pour des prétextes jugés illégitimes et impérialistes. L'effondrement du bloc soviétique et les nombreuses interventions étrangères américaines, souvent avec l'appui de pays de l'OTAN, ont contribué à ancrer et renforcer la conviction, chez de nombreux pacifistes, que le monde occidental est le premier – voire le seul – responsable des guerres. Dans cette logique, le pacifisme est par principe un anti-impérialisme, le « camp de la paix » qui se dresse contre le « camp de la guerre ».

Les objecteurs de conscience

L'un des actes concrets du pacifisme, dans une déclinaison personnelle, est l'objection de conscience, c'est-à-dire le refus de porter et d'utiliser des armes en raison de ses convictions. Avant d'être reconnue légalement (en 1964 en Belgique), l'objection de conscience était assortie de peines de prison. On estime qu'entre 1964 et 1994, environ 35.000 Belges ont officiellement obtenu le statut d'objecteur de conscience.

14 N'EST PAS 38

L'objet de cet article, on l'aura compris, n'est pas de dresser la liste des bons et des mauvais pacifistes, mais de faire percevoir que les différents accents et degrés de pacifisme sont profondément influencés par le contexte historique et l'analyse des situations. Le désir de paix ne se trompe jamais, mais certaines attitudes, certains discours peuvent être justifiés dans une situation et s'aveugler dans une autre. C'est frappant pour l'entre-deux-guerres : le pacifisme viscéral et radical des anciens de 1914 était la seule vérité possible ; en même temps, il fut incapable de percevoir qu'aucune diplomatie ne pouvait empêcher l'Allemagne nazie d'entraîner l'Europe dans l'horreur. À l'inverse, ceux qui défendaient en 1914 la « guerre pour mettre fin à la guerre », la « der des der », se fourvoyaient complètement.

Le désir de paix ne se trompe jamais, mais certaines attitudes, certains discours peuvent être justifiés dans une situation et s'aveugler dans une autre.

Une recherche sincère de la paix ne peut évidemment pas abdiquer devant ces difficultés. Elle reconnaît qu'il n'existe pas un pacifisme unique, éternel et intangible, mais des balises, des héritages, des instruments juridiques, un horizon... Et, enfin, des réalités humaines, des contextes qu'il est indispensable de décrypter, d'écouter, de comprendre. 1914 n'est pas 1938, qui n'est pas 1983, ni 2003, ni 2022. Le mot de la fin sera pour Simone Weil, pacifiste intégrale, qui s'est pourtant engagée pendant la guerre civile espagnole en 1936 et a fini par rejoindre la résistance française : « *Je n'aime pas la guerre ; mais ce qui m'a toujours fait le plus horreur dans la guerre, c'est la situation de ceux qui se trouvent à l'arrière et bavardent de ce qu'ils ignorent* ». ▢

Ce tableau (trop) synthétique, dressé au rythme des guerres du 20^e siècle, semble indiquer que le pacifisme est traversé par deux tentations, deux oscillations plus exactement, au gré des événements : un mouvement d'intransigeance radicale et un mouvement de réalisme contraint. Une autre manière de voir les choses est de distinguer un pacifisme pragmatique et un pacifisme moral. Pour le premier, la paix est prioritairement vue comme un objectif global à atteindre – avec, parfois, la nécessité de s'armer et de se défendre, du moins d'y être prêt, ce qui est contradictoire avec l'objectif. Pour le second, la paix est avant tout une obligation morale absolue, philosophique ou religieuse, qui doit nous interdire tout recours à la violence – avec, parfois, la conséquence de laisser le champ libre à la violence et à la guerre initiée par d'autres.

1. Bouchard, C. et Guieu, J.-M. (2019), « Pacifisme et mouvements pour la paix (XIX^e-XX^e siècles) », dans la revue *Questions internationales*, n°99-100 (2019/4), pp. 21-28.

2. Clara Degiovanni, « Pacifisme : jusqu'où faut-il renoncer à la guerre ? », dans *Philosophie Magazine*, 21 mars 2025.

3. Benoit Schneckenburger, « Penser en temps de guerre : les « réflexions sur la guerre » de Simone Weil », <https://philosophie-politique.fr>, 4 mars 2022.

4. « Le pacifisme, une idée d'avant-guerre », podcast *En quête de politique*, animé par Thomas Legrand, série « Le pacifisme, une idée complexe », France Inter, 15 octobre 2022.

5. Clara Degiovanni, « Pacifisme : jusqu'où faut-il renoncer à la guerre ? » dans *Philosophie Magazine*, 21 mars 2025.



QUELLE DÉFENSE VOULONS-NOUS ?

Par Charlotte Renouprez

La défense occupe l'actualité et suscite la polémique. Dans toute l'Europe, les gouvernements réinvestissent massivement dans l'armement. Les mouvements progressistes s'insurgent contre cette surenchère militaire, mais semblent divisés sur les alternatives. D'autres visions de la défense sont-elles possibles ?

Alors que tous les autres secteurs sont définancés, la défense bénéficie d'un refinancement massif orienté sur le réarmement. La polémique est double. D'abord, les choix budgétaires sont critiqués. Au détriment de quoi s'est opéré ce réinvestissement ? En détricotant nos outils de sécurité collective : sécurité sociale, aide sociale, services publics. Ensuite, la vision stratégique de la défense est aussi mise en cause. Ne sommes-nous pas en train de favoriser un climat guerrier ?

UN IMPENSÉ POLITIQUE

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a révélé des tensions dans le camp progressiste au sujet de la défense. Cette question semble en réalité peu débattue dans l'espace médiatique et associatif, et dans la société belge en général. Mais sait-on vraiment de quoi on parle ? Connaît-on les tenants et aboutissants de ces enjeux ? D'où vient-on en matière de défense ?

À la fin de la guerre froide, notre département de la Défense a connu de profonds bouleversements : fin du service militaire, retrait des forces belges stationnées en Allemagne, réduction du matériel – chars et chasseurs-bombardiers compris – et surtout gel budgétaire, avec un passage de 3% du PIB en 1980 à moins de 1% dans les années 2000. Cela n'a pourtant pas empêché nos forces armées de participer à des missions en Afrique ou dans les Balkans. Certains dossiers ont marqué l'actualité, comme le remplacement des F-16 par l'achat coûteux de F-35, mais sans véritable réflexion stratégique globale sur l'avenir de la défense. Dans le camp progressiste, la relation avec l'armée reste complexe : la question des armes suscite spontanément de la méfiance, mais elle peut aussi être vue comme un moyen d'aider nos partenaires et de défendre nos valeurs. Ne pas aborder ce débat laisse en revanche le champ libre aux forces non progressistes pour imposer leur propre vision d'un outil qui, rappelons-le, n'a rien de neutre.

LA DÉFENSE, C'EST QUOI AU JUSTE ?

« En s'attaquant aux problèmes à l'étranger, la défense veille à ce que vous puissiez construire votre avenir en toute sécurité ici, en Belgique. Et si une crise survient chez nous, nous sommes également prêts à intervenir partout où l'aide est nécessaire. » C'est ainsi que se présente la défense sur la page d'accueil de son site Internet. L'enjeu est donc de favoriser la sécurité en intervenant à l'international et sur notre territoire. D'un point de vue réglementaire, la défense ne peut pas intervenir de manière autonome ni de sa propre initiative, la Belgique étant officiellement en paix.

En matière de sécurité, la Belgique ne peut se retrouver que dans deux états officiels : soit en état de paix, dans lequel les règles de droit classique s'appliquent, soit en état de guerre, état qui, selon notre Constitution, doit être formellement déclaré. Cela n'a plus été le cas depuis 1945.

La défense belge s'articule autour de cinq forces : terrestre, maritime, aérienne, cyber et médicale. Majoritairement composée de militaires – épaulés par environ 8% de civils – elle mène des missions très variées. Plus de 9 000 soldats assurent la protection du territoire national et allié, participent à des opérations en Roumanie, Lituanie ou Kosovo, soutiennent la société en cas de crise et organisent l'évacuation de ressortissants. En mer, les navires protègent les flux économiques, surveillent la zone économique exclusive et participent à des missions de l'OTAN ou d'aide humanitaire. Dans les airs, avions de combat et hélicoptères garantissent la sécurité et réalisent des sauvetages. La force cyber veille à la sécurité des réseaux et des systèmes d'armes, tout en menant des opérations de renseignement dans le

cyberespace. Enfin, la composante médicale soutient l'ensemble. On le voit bien, les missions de la défense sont multiples, les cas pour lesquels elle intervient sont variés. Il s'agit bien sûr d'interventions armées, mais pas seulement.

WARIZONA

Le gouvernement Arizona suit une ligne claire en matière de défense. En effet, dans l'accord de gouvernement, c'est le seul poste qui bénéficiera d'une augmentation (conséquente) du budget. L'Arizona veut militariser, et vite. Il s'engage pleinement dans la trajectoire demandée par l'OTAN d'augmenter de manière significative le budget alloué aux dépenses militaires. Près de 20% de ce budget sera consacré aux achats de matériel de guerre. La liste de courses du gouvernement est plus qu'explicite : F-35 supplémentaires, systèmes de défense anti-aériens, armement et extension de la flotte de drones...

Dans le même temps, le gouvernement nous promet une législature d'austérité. Des économies sont annoncées dans tous les secteurs. Sécurité sociale, enseignement, culture, aide sociale, services publics, éducation permanente, soins de santé... Bref, l'ensemble des mécanismes, institutions et associations qui apportent une sécurité collective robuste sont mis à mal. Pour le dire autrement, cette vision militariste de la défense crée une situation en quelque sorte schizophrénique : augmenter les dépenses pour « mieux » répondre aux enjeux d'insécurité extérieure tout en détricotant les mécanismes de sécurité collective... et donc produire les conditions d'augmentation de l'insécurité interne. En 2022 déjà, un collectif d'associations alertait sur l'augmentation des dépenses militaires et l'orientation qui lui était donnée, en insistant sur la nécessité d'orienter le budget supplémentaire vers la diplomatie, la gestion des conflits et l'éducation à la paix¹.

Une vision large de la sécurité met ainsi en lumière l'incohérence totale de ces mesures gouvernementales. Affaiblir ce qui fait notre sécurité collective revient à fra-

Stop Militarisation !

Pour aller plus en profondeur dans l'analyse et la critique des dépenses militaires de l'Arizona, nous vous invitons à consulter le site web de la plateforme Stop Militarisation que nous avons rejointe : www.stopmilitarisation.be

Ses 5 revendications :

1. Pour une société sûre : pas d'augmentation des dépenses militaires
2. Pas de vente de participations publiques au profit de l'industrie militaire
3. Diplomatie, désescalade et garanties mutuelles de sécurité
4. Élimination des armes nucléaires en Belgique
5. Une culture militariste n'est pas une culture de sécurité

giliser nos institutions et notre démocratie, créant un terreau fertile pour le ressentiment populaire et l'extrême droite.

UNE AUTRE DÉFENSE EST-ELLE POSSIBLE ?

Dénoncer la militarisation ne suffit cependant pas à définir une approche alternative en matière de défense. Les réflexions dans le camp progressiste sont peu nombreuses et bien souvent d'ordre général. Schématiquement, à gauche, deux visions existent. Ceux qui partent du principe que toute intervention militaire est illégitime, sur quelque territoire que ce soit et pour quelque raison que ce soit. Et ceux qui ne s'opposent pas *a priori* aux interventions armées mais suggèrent de distinguer les tâches confiées à la défense de son cadre de fonctionnement. Nous l'avons compris, la première vision se situe dans une optique radicalement pacifiste. Comme l'explique Samuel Legros de la CNAPD : « [...] nous partons du principe que l'outil militaire, à l'in-

ternational, est tout à fait illégitime. Ou qu'à tout le moins, il existe beaucoup de démarches à considérer préalablement au recours à la force armée ; et que c'est à ce type de démarches qu'il faudrait plutôt sensibiliser la population. Nous constatons que toutes les armées interventionnistes, et donc aussi l'armée belge, sont en décalage par rapport aux objectifs qui sont discursivement affichés... Toutes les initiatives qui cherchent à élargir la fibre sociale de l'armée, à nos yeux, sont donc illégitimes ». Par ailleurs, « le renforcement militaire sans vision globale à long terme risque de nourrir un cercle vicieux de violence. C'est la logique du « dilemme de sécurité » : en voulant renforcer notre protection, nous alimentons les tensions. Et ce faisant, nous détournons des ressources financières vitales pour d'autres urgences sociétales² ». Il s'agit d'abord et avant tout, dans cette optique, de renforcer nos mécanismes de sécurité collective, et d'axer la défense sur la coopération, la paix, l'autodéfense, en investissant dans les outils bilatéraux, la diplomatie, les rapports directs entre pays.

Cette vision pacifiste va-t-elle jusqu'à la revendication d'une suppression totale de l'armée ? Les prises de position, sauf exception, ne permettent pas de l'affirmer. Cette question est intrinsèquement liée à celle du territoire et est difficilement détachable du contexte. De quel territoire parle-t-on et de quelles menaces ? Si cette menace est réelle, l'armement est-il la meilleure manière d'y répondre ?

Une autre vision, dans le camp progressiste, mettra l'insistance sur le cadre démocratique strict dans lequel les tâches confiées à la défense se déploient. Les investissements doivent être encadrés par le parlement, la politique industrielle de défense doit être soumise à un contrôle démocratique et les investissements ne peuvent pas se faire au détriment des droits sociaux. L'intervention armée à l'international n'est pas *a priori* inévitable, toute la question résidant dans la raison pour laquelle l'armée est mobilisée (on en revient à l'évaluation de la menace). S'interposer pour défendre des droits humains ou notre modèle dé-

mocratique par exemple, serait légitime lorsque la diplomatie ou les sanctions économiques s'avèreraient inefficaces face à une nation mal intentionnée. Ici, toute opération militaire est conçue comme un moyen, sur une période limitée, de stopper la violence et de participer à la création des conditions propices à un règlement des conflits. Elle est vue comme une forme d'ultime recours de défense.

ET AILLEURS EN EUROPE ?

Jusqu'à il y a peu, le Danemark avait une vision stratégique de la défense basée sur une vision « diplomatique de la défense ». Ce type de politique de sécurité orientée vers la gestion des crises et la politique de défense trouve son origine dans la guerre du golfe. Elle a conféré au Danemark un rôle important dans la région de la mer Baltique et plus largement en Europe de l'Est. Cette notion se réfère à la coopération militaire entre le Danemark et les pays de l'Est, dans le but de promouvoir un nouvel ordre politique en Europe. Cette « diplomatie de la défense » poursuit trois objectifs : favoriser le contrôle des forces militaires en Europe par le pouvoir civil, aider les pays de cette zone à convertir leurs forces armées à des actions de maintien de la paix et de gestion des crises ; aider ces pays à participer aux programmes de partenariat avec l'OTAN et, éventuellement à se préparer à rentrer dans l'Alliance. À l'époque, l'OTAN était vue comme l'irremplaçable garant de l'intégrité du Danemark, comme la principale organisation en matière de défense capable d'empêcher la renationalisation des politiques étrangères et de promouvoir le respect par l'Europe des normes internationales promues par l'ONU³.

La Finlande, quant à elle, s'est distinguée pendant des décennies par une stratégie de défense originale. Elle s'appuie en effet sur une « défense totale » : toute la société, des citoyens aux infrastructures, est préparée à faire face en cas de menace. Fidèle à une tradition de neutralité et

de non-bellicisme, le pays a privilégié la conscription et la résilience civile plutôt que l'expansion militaire. Résultat : une stratégie qui se veut à la fois dissuasive et pacifique, conçue pour protéger sans provoquer. Cette neutralité a été solidement ancrée dans la politique étrangère finlandaise depuis le tourment de la Seconde Guerre mondiale et cette posture a persisté tout au long de la guerre froide. Elle a cependant récemment procédé à un tournant décisif en rejoignant l'OTAN, marquant ainsi une rupture avec sa politique traditionnelle de non-alignement. L'invasion russe en Ukraine aura donc eu raison de la neutralité finlandaise.

SOMMES-NOUS MENACÉS ?

Ce qui divise les progressistes en matière de défense, en fin de compte, c'est l'attachement au lien entre un ensemble de citoyens, un régime politique et un territoire. Car pour accepter de prendre les armes et de défendre sa « nation » (pas comme l'entend l'extrême droite, mais au sens de communauté politique), il s'agit de s'appuyer sur un sentiment de cohésion, d'avoir le sentiment qu'il y a bien quelque chose à défendre, et à défendre de cette manière-là, comme l'expliquent Renaud Bellais et Axel Nicolas de la *Fondation Jean Jaurès* : « Décider d'envoyer un contingent en opération est une action qui engage des vies et un pays sur le long terme, ce qui demande un lien fort entre les armées et la nation. L'action des armées sera d'autant plus légitime que les liens armée-nation seront importants. C'est la raison pour laquelle la nation doit être le point de départ et d'arrivée de l'action militaire, par un engagement des citoyens dans les armées et le contrôle de leurs actions par le Parlement⁴ ».

Un autre enjeu est celui de la perception de la menace. Sommes-nous menacés ? Et qu'entendons-nous par « nous » ? En fonction du point de vue adopté (national, européen) la perception de la menace change. Cette question est importante car, nous l'avons vu avec la courte

présentation des modèles finlandais et danois, leur rapport à la menace a largement contribué à façonner une politique de défense spécifique. C'est aussi cela qui explique les différences d'approche entre les gauches des pays de l'Est, plus exposés à la menace russe, et celles de pays de l'Ouest. Les Estoniens et les Polonais, par exemple, s'estiment menacés. Dans quelle mesure le sont-ils réellement ? Et s'ils le sont, considère-t-on qu'ils appartiennent à notre communauté politique ou les voit-on comme des étrangers ? La réponse à ces deux questions explique bien des désaccords.

Les visions se rejoignent, par contre, sur l'importance de miser prioritairement

sur le multilatéralisme, le rôle des institutions internationales, la diplomatie, les relations bilatérales entre les pays.

On le voit, la réflexion est loin d'être close. Cependant, au vu de la rapidité des transformations à l'œuvre, tant sur la scène internationale qu'au sein de notre pays, nous ne pouvons plus faire l'économie d'une réflexion approfondie sur la question. Ce qui est sûr, c'est que les conditions réelles d'une paix durable ne peuvent s'obtenir qu'en investissant dans notre modèle social, nos mécanismes de protection sociale et de solidarité, qu'en renforçant notre modèle démocratique. Pour le reste, le débat est ouvert et beaucoup reste à construire. □

1. Collectif de signataires, « La Belgique doit augmenter ses initiatives diplomatiques plutôt que ses dépenses militaires », dans *Le Soir*, 3 juin 2022.

2. Quentin Hayois, « Parler de paix en temps de guerre : réarmer l'Europe... Et la paix ? », dans *Le Soir*, 26 mars 2025.

3. Sten Rynning, « La politique danoise de sécurité : activisme international et ambiguïté européenne », dans *Politique étrangère*, n°3, 2001.

4. Renaud Bellais et Axel Nicolas, « Quels fondements pour une politique de défense de gauche », Fondation Jean Jaurès, janvier 2021.



INTERVIEW

« LA GRANDE DIFFICULTÉ POUR BÂTIR LA PAIX, C'EST DE PARVENIR À DÉPASSER L'IMAGE DE L'ENNEMI »

Samuel Legros est chargé de recherche et de plaidoyer à la CNAPD (Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie). Nous l'avons rencontré pour aborder avec lui les défis face auxquels se trouvent tous ceux qui veulent bâtir la paix aujourd'hui. Il nous a livré un point de vue engagé, résolument pacifiste, à l'écoute des différentes sensibilités et conscient des difficultés.



Les questions de guerre et de paix sont revenues avec force dans le débat public depuis la guerre en Ukraine. Nous y reviendrons. Mais avant l'invasion, quelles étaient les grandes lignes de l'action de la CNAPD ?

Une thématique transversale que la CNAPD n'a jamais quittée est celle de l'armement nucléaire, qui continue d'occuper largement la CNAPD et a été rendue plus aiguë par la guerre en Ukraine, mettant en lumière le danger de ces armes. Autre sujet central : le terrorisme et l'extrémisme violent – plus largement la violence politique –, sur lequel nous intervenons depuis 2006, après la transposition d'une directive européenne en droit belge. Nous avons conçu des outils pédagogiques dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme » amorcée en 2001, et avons été sollicités pour des animations et formations dans des écoles et lieux de jeunesse. Avant l'Ukraine, la vague d'attentats en Europe (Madrid, France, Belgique) avait mis ces enjeux en évidence. La Fédération Wallo-

nie-Bruxelles a constaté que nous étions parmi les rares acteurs à aborder ces questions frontalement : nous analysons la violence chez les jeunes et proposons des actions éducatives. Enfin, la présence de militaires dans la rue a aussi été un sujet récurrent.

Qu'est-ce qui a changé depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie ?

Pas grand-chose. La menace russe a toujours servi de justification de l'appareil militaire, dès la création de l'OTAN et pendant toute la guerre froide. Avec la fin de celle-ci, ce sujet est passé en arrière-plan. Les textes stratégiques de l'OTAN illustrent cette dynamique : la présence de la menace russe y a diminué au profit de la question du terrorisme, qui a servi de nouveau justificatif à l'utilisation de l'outil militaire. La guerre en Ukraine n'a donc pas changé les choses (en Belgique), elle a permis de revenir à une situation qui précédait la chute du mur de Berlin. Cette manière de penser le monde avec un antagonisme entre nous et la Russie a toujours été là. Aujourd'hui, les traits sont juste grossis. Maintenant, le fait est que la Russie a envahi un autre pays. C'est indiscutable. Ce qui par contre peut être soumis à débat, ce sont les conséquences que l'on envisage de cette invasion.

Dans la population, on se soucie davantage de la paix ?

Pas vraiment... C'est plutôt le sujet de la guerre qui occupe l'attention, avec une difficulté de faire vivre des arguments pacifistes, qui tentent d'instaurer une distance critique à l'égard de la violence armée. Par contre, les thématiques travaillées par la CNAPD sont centrales dans le débat public pour l'instant. Mais cela reste très difficile de parler de tout ça, surtout que c'est un vrai rouleau compresseur qui est à l'œuvre. Avec l'Arizona et le second mandat de Trump, ça s'est encore accéléré.

Comment expliquer, en Europe et en Belgique, ce « pilote automatique » vers l'augmentation des dépenses militaires ?

Prenons l'exemple de la plateforme *Stop Militarisation* (dont les *Équipes Populaires* sont signataires), qui dénonce la hausse des dépenses militaires. Son soutien reste limité : même si les deux principaux syndicats en sont membres, la liste des signataires ne reflète pas l'ensemble de la société civile, et des secteurs entiers refusent d'y participer, sans doute en raison d'une appréhension de la menace russe. Même lorsqu'on montre que le lien entre cette menace et les dépenses militaires n'est pas évident, la réticence demeure. Les mouvements de paix restent décrédibilisés, caricaturés en « bisounours » ou « naïfs » qui seraient insensibles à la brutalité des relations internationales. Ce préjugé est encore largement répandu, y compris dans les associations avec lesquelles nous travaillons. S'y ajoute une ignorance générale : le débat public et associatif repose souvent sur des raccourcis véhiculés par les médias et la classe politique, alimentant un désintérêt et une paresse intellectuelle à remettre en cause les cadres dominants. Ainsi, la justification budgétaire revient sans cesse : on répète que l'armée belge a servi de « variable d'ajustement » et qu'il faut mettre fin aux « dividendes de la paix », alors même que son budget a doublé entre 2017 et 2023. Ces slogans, martelés depuis 2014, empêchent tout débat de fond. Même au sein de la société civile, certaines associations reprennent cette logique, évoquant la théorie des « trois D » (Défense, Diplomatie, Développement) et insistent pour réaffirmer l'importance de la Défense, parfois par loyauté politique. C'est surprenant quand on voit l'inégalité du rapport de force entre partisans du réarmement et promoteurs de la diplomatie ou de la coopération internationale.

Tu viens de parler des tensions au sein de la CNAPD, des visions différentes du pacifisme. Au moment de l'invasion en



Ukraine, il y a eu des tensions à gauche sur la manière de réagir. Quels sont les principaux nœuds, les différences d'approche ?

La CNAPD étant une plateforme, elle ne porte pas une vision unique. Ses membres ne sont pas des associations pacifistes en tant que telles. La CNAPD est une coordination pacifiste d'acteurs divers, reflétant l'opinion publique belge. Ils s'intéressent aux questions de paix mais sans tradition pacifiste. Ils amènent leurs inquiétudes et espoirs, qu'ils transmettent dans les discussions internes. L'équilibre est fragile entre l'identité pacifiste de la CNAPD et ces associations qui arrivent au compte-gouttes, parfois porteuses des mêmes préjugés que la société. Quand les interlocuteurs restent dans le temps, une culture commune s'installe, mais les personnes autour de la table changent souvent, si bien que c'est un éternel recommencement. Il n'y

a donc pas d'oppositions franches, mais plutôt un dénominateur commun qui se construit et reste en permanence bousculé par ces débats. Nous parvenons quand même à des positions radicales, au sens de contre-courant, mais fragiles car peu incarnées par les associations. Sur l'Ukraine et la Russie, ce fut particulièrement douloureux : je me suis rendu compte que je vivais dans une bulle. Le premier anniversaire de l'invasion a été très conflictuel, y compris au sein de la gauche progressiste.

À gauche, les questions de défense et de paix ne sont pas spontanément travaillées. La guerre en Ukraine a peut-être subitement forcé à y réfléchir un peu...

Je ne pense pas que l'invasion russe nous ait forcé à nous poser ces questions, je pense qu'elle nous a permis de ressusciter une ambiance, un schéma de pensée qui préexistait et qui est bien ancré. On est peut-être même revenus en arrière de manière plus polarisée. Le fameux adage « *Si tu veux la paix, prépare la guerre* » imprègne l'imaginaire collectif occidental. Ça sert de postulat pour envisager les relations internationales. C'est quelque chose sur lequel on tente de travailler en bilatéral ou en collectif. Mais dans l'opi-

nion publique c'est compliqué. Et comme la Russie a envahi l'Ukraine, ça renforce d'une certaine manière cet adage, ça sert ce narratif.

Tu dis que la société et les associations ne sont pas formées au pacifisme, qu'elles activent souvent des stéréotypes. Mais elles ont chacune leur propre expertise sur des enjeux qui ne sont pas déconnectés de la paix : justice sociale, travail, démocratie, solidarité internationale... N'est-ce pas une richesse, justement, qui permet à la CNAPD de sortir de sa « bulle » ?

Oui, tout à fait, et cette richesse est illustrée par le travail moins visible de la CNAPD. Nous travaillons la paix comme un endroit de convergence des luttes, c'est la nature même de la CNAPD puisque les associations membres viennent d'horizons différents de la société civile. Mais la difficulté quand on tente de mettre un peu de distance critique vis-à-vis de la peur à l'égard de la Russie par exemple, c'est que les réactions sont très binaires : soit on marque notre solidarité en envoyant des armes, soit on s'y oppose et par là même on montrerait que l'on n'est pas solidaire. C'est un peu court. En tant que garant de la vision pacifiste de

la CNAPD, je ne suis pas très objectif, mais je pense que la CNAPD doit proposer quelque chose de pluriel qui permet d'ébrécher ce bloc monolithique qui ne pense la solidarité qu'au travers de la violence.

Et ce serait quoi alors, cette troisième voie ? La pluralité dont tu parles, l'entre-deux ?

Essayer de sortir de cette binarité, mettre de la distance vis-à-vis du moment que l'on est en train de vivre. Depuis que je suis à la CNAPD, j'observe qu'il est impossible de parler d'un conflit au moment où il prend tout l'espace communicationnel. On essaie de continuer à dire qu'il y a d'autres possibilités, que l'on pourrait envisager les choses différemment mais la machine est tellement écrasante qu'il y a une forme de sidération, on s'empêche d'agir autrement. Au sein de la CNAPD, cela a été très conflictuel au moment de l'invasion russe et même jusqu'au second anniversaire. Ce que l'on souhaite, c'est signaler que les choses ne vont pas de soi, qu'il n'y a pas de vérité établie et que dans ces moments-là on devrait pouvoir se donner la discipline de s'arrêter pour envisager autre chose, pour appréhender, avec les alliés quotidiens, les conséquences à court, moyen et long terme de ce que nous revendiquons. Aujourd'hui,



il y a une forme de rancœur qui s'est installée parce qu'on n'arrive pas à communiquer. Du coup, la position qui arrive, ce n'est pas vraiment une synthèse des uns et des autres...

La CNAPD a souvent mis en avant le concept alternatif d'« architecture de sécurité »... Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ? À quels territoires s'étend-elle ? Est-ce qu'elle exclut toute notion de défense ?

Nous n'excluons pas la notion de défense : chacun doit pouvoir se protéger. Mais en Belgique, les moyens militaires relèvent plus d'opérations extérieures que de défense proprement dite. Le mouvement pacifiste constate comme tout le monde la part sombre des relations internationales, et c'est précisément pourquoi nous rejetons la logique d'augmentation militaire qui mène à l'arme nucléaire et donc au risque d'apocalypse.

Notre conception d'une « architecture de sécurité » repose sur un niveau d'armement minimal. Ça veut dire qu'on assume la nécessité pour les gens de devoir se défendre, ou plutôt de se sentir en sécurité, avec des armes. Mais la sécurité suppose aussi que l'adversaire ne s'arme pas davantage : on peut soit entrer dans une spirale militaire, soit la réduire par le dialogue. La plus grande difficulté pour bâtir la paix, c'est de parvenir à dépasser l'image de l'ennemi et les sentiments négatifs qu'on lui associe, parce que la paix a plus de valeur que cette hostilité. Cela exige des discussions bilatérales : durant la guerre froide, la doctrine Harmel associait armement et diplomatie. Ce réalisme imposait de se rapprocher des peuples vis-à-vis desquels nos armes étaient légitimées, via des traités bilatéraux notamment. Aujourd'hui, il ne reste qu'un seul traité sur les armes nucléaires. Nous appelons à relancer et amplifier cette dynamique, afin de couper court aux arguments en faveur d'une hausse des dépenses militaires.

Trump n'est pas dans une surenchère guerrière vis-à-vis de Poutine. Il se montre pacifiste et même très accommodant. Or, il n'arrive à rien non plus. Est-ce que de manière paradoxale ce ne serait pas un contre-argument par rapport à l'approche pacifiste ?

Son discours messianique sur l'Homme de Paix est récupéré effectivement, et sert des gens sur le territoire européen dont le message de rapprochement avec la Russie suit un agenda d'extrême droite. Un rapprochement dangereux pourrait être fait entre le pacifisme et l'extrême droite : celui du dialogue avec la Russie accompagné d'un discours critique envers l'OTAN. Le positionnement est similaire, c'est vrai, mais il y a un antagonisme profond dans la manière d'arriver à cette conclusion-là.

Peut-être que d'une certaine manière, Trump met fin à cette forme de bizarrerie dans laquelle les États-Unis sont les premiers acteurs de la sécurité européenne. Trump se désengage militairement de l'Europe et politiquement discute avec Poutine sans vraiment se mouiller. Quand on regarde froidement les choses, Trump est gagnant sur tous les côtés. Il ne finance plus de soutien militaire à l'Ukraine, l'UE s'est engagée à continuer à le faire, en achetant aux USA ce qu'ils envoyaient en Ukraine avant !

Si l'ennemi ne veut pas la paix, comme on le voit avec Poutine malgré les efforts de Trump, que peut faire le pacifiste ? Des pacifistes convaincus, dans l'histoire, ont rejoint ou consenti à la résistance armée, quand la réalité prenait le dessus sur les idéaux...

Oui, pour les Ukrainiens, c'est bien une question de légitime défense. Pour les acteurs extérieurs au conflit, par contre, l'échec de Trump ne démontre pas l'inefficacité du dialogue, car il n'a jamais réellement incarné un effort diploma-

tique. En revanche, le discours interne à l'Union européenne a changé : hier, il s'agissait de repousser la Russie au nom de l'intégrité territoriale de l'Ukraine ; aujourd'hui, on dénonce surtout les velléités guerrières de Poutine face aux propositions de cessez-le-feu. Sa posture violente ne sert plus à justifier le soutien militaire en vue de restaurer l'intégrité territoriale ou le droit international, mais à appeler à un cessez-le-feu.

Au niveau associatif et citoyen, comment la paix dans la société peut-elle se construire ? Via quelles actions, quelles initiatives, que peut favoriser une société pacifiste ?

Beaucoup se joue au niveau de l'éducation, surtout sur les valeurs qui sous-tendent de manière fondamentale le système éducatif. Notamment les questions d'empathie qui ne sont pas au premier plan dans l'ensemble du système éducatif officiel. C'est une question essentielle. Réapprendre le décentrement. Aussi, le système éducatif est très fortement centré autour des notions de compétition, de concurrence, de dépassement de soi, et du coup de dépassement de l'autre. Cette tendance va en s'exacerbant et il faut y réfléchir de manière fondamentale. Si on veut pouvoir adopter cette distance critique quand la guerre éclate, sortir de cette forme de sidération qui nous empêche de penser, si on veut pouvoir adopter ces compétences humaines et intellectuelles de prise de distance, c'est parce qu'on aura acquis ces compétences tout au long de notre vie. En dehors du système éducatif, la concurrence et la compétition sont omniprésentes, poussées, valorisées dans tous les domaines. Dans ce cadre, notre structuration mentale est complètement antinomique de ce que la paix devrait exiger en théorie. □

**Propos recueillis
par Charlotte Renouprez
et Guillaume Lohest**



DÉMOCRATIE EN RUINES, PAIX EN PÉRIL ?

Par Adrienne Demaret

Les liens entre la démocratie et la paix sont connus et largement théorisés. Certains estiment que la démocratie engendre la paix, d'autres que la paix donne naissance à la démocratie. Mais pendant que nous nous gargarisons d'avoir le meilleur des modèles, la paix de nos démocraties vacille sous les coups, bien réels, des régimes autoritaires.

La démocratie est souvent perçue comme une garantie de paix, car elle repose sur la participation citoyenne, le dialogue et le respect des droits fondamentaux. En offrant des mécanismes pacifiques de résolution des conflits, tels que les élections ou les débats publics, elle réduit le recours à la violence. Les alliances entre démocraties, comme l'Union européenne ou l'OTAN, ont également renforcé la stabilité – en interne du moins.

LA THÉORIE DE LA « PAIX DÉMOCRATIQUE »

En 1795, Emmanuel Kant, dans son *Essai sur la paix perpétuelle*, souligne que la démocratie limite l'attrait de la guerre : un peuple appelé à la voter y est naturellement réticent, puisqu'il en subirait directement les horreurs, contrairement aux autocraties où le chef peut

l'engager sans en supporter les conséquences. Reprenant cette idée en 1983, le chercheur Michael W. Doyle observe, à travers l'étude de nombreux conflits, que si les démocraties ont parfois recours à la guerre, elles ne se sont pratiquement jamais affrontées entre elles. C'est le principe de la « théorie de la paix démocratique » : les régimes fondés sur l'État de droit privilégient des solutions pacifiques avec ceux qui partagent leurs institutions et leurs normes, tandis que leurs relations avec les régimes autoritaires restent dominées par la méfiance et la suspicion. Notion reprise et politisée par Bill Clinton en 1994, lorsqu'il affirma lors d'un discours que « les démocraties ne se font pas la guerre¹ ».

AU NOM DE LA PAIX

Poussons cette théorie à son paroxysme : pour garantir la paix mondiale, il faudrait donc répandre partout le modèle de la démocratie libérale. Idée mise en pra-

tique par le Président George W. Bush, que sa croisade contre le terrorisme a poussé à initier des guerres préventives au prétexte d'offrir la démocratie à des pays en crise. Sans succès. Les fiascos afghan et irakien nous ont appris que si la démocratie peut être gage de paix, elle ne s'exporte pas². Encore moins par les armes. Pour qu'une démocratie réelle se mette en place, la population doit avoir une place active et le nouveau gouvernement doit respecter la condition de représentativité. Sans cela, c'est une démocratie arbitraire et despotique, comme l'explique Mathias Delori, politologue : « *La paix est parfois utilisée pour justifier le conflit. C'est une des raisons pour lesquelles certaines guerres coloniales furent présentées par les métropoles impériales comme des opérations de « pacification ».* Quand l'adversaire ne veut pas de la paix qu'on lui propose – et c'est généralement le cas quand celle-ci est injuste – il est tentant de la lui imposer de force, donc, en lui faisant la guerre. Paradoxalement, le conquérant veut la paix, le défenseur veut la guerre³ ». De plus, si un État démocratique était nécessairement pacifiste, pourquoi nos pays européens continuent-ils de s'armer ? Pourquoi nos sociétés entretiennent-elles une culture militaire (défilés, hymnes, uniformes) ? Pourquoi y a-t-il encore des opérations secrètes et de l'espionnage vis-à-vis d'autres démocraties ? Se font-elles réellement confiance ? Un autre postulat est que la paix n'est que façade et qu'une guerre se joue, constamment, entre toutes les nations. Une guerre économique qui va au-delà d'une simple compétition. Nos démocraties promouvraient avant tout un modèle de capitalisme libéral plutôt que des réelles valeurs démocratiques.

LA DÉMOCRATIE EN RECUL

Winston Churchill disait : « *La démocratie est un mauvais système, mais elle est le moins mauvais de tous les systèmes* ». Il faut le reconnaître, les démocraties ont apporté les normes les plus élevées en matière de droits humains, civils et po-

« La Chine et la Russie s'érigent en modèles d'ordre, d'efficacité et de réussite par rapport aux démocraties honnies et méprisées »

- Marc Lazar -

litiques. Mais en ce début de 21^e siècle, nos démocraties sont sous tension. Après plusieurs décennies d'ascension, ce modèle recule dans le monde entier. 30 ans après son triomphe marqué par la chute du mur de Berlin, le modèle démocratique n'est plus en expansion. Selon la revue *The Economist*, plus de la moitié des habitants de notre planète vit dans une société qui ne relève pas d'un gouvernement démocratique. Nos démocraties vacillent et la paix engendrée est en danger. En interne, la mondialisation et la désindustrialisation de nos pays occidentaux ont marqué un certain déclin, une baisse de la qualité de vie et ont fait naître la défiance populaire. En externe, les menaces sont nombreuses : les rêves d'expansion chinoise de Xi Jinping, le néo-impérialisme de Poutine, l'*America First* de Trump ou encore la politique expansionniste d'Erdogan... Nous sommes victimes d'attaques extérieures par des régimes autoritaires qui entendent faire percoler leurs idées, leurs valeurs et leur vision sociétale. Prenons la Chine, pays dirigé par un parti unique, sans présence de contre-pouvoir, qui s'appuie sur une presse de propagande, des arrestations arbitraires et des camps de concentration pour les minorités. La Chine investit dans des infrastructures à l'étranger et s'organise pour détenir une partie de la dette de certains pays dans le but d'imposer ses valeurs hors de ses frontières. Elle veut mettre en exergue l'échec du modèle démocratique et montrer la force de son modèle autoritaire qui assure ordre et prospérité. « *La Chine et la Russie s'érigent en modèles d'ordre, d'efficacité et de réussite par rapport aux démocraties honnies et méprisées. Dans le monde islamiste, le rejet de celles-ci est total et se double d'une haine des "mécraints" qui trouve des relais jusque dans nos sociétés*

*européennes*⁴. » Les USA ne font pas autre chose en diffusant leur modèle par tous les moyens : militaire, économique, numérique...

LA GUERRE PAR D'AUTRES MOYENS

Pour gagner la guerre de l'économie, le 21^e siècle offre d'ailleurs une arme très actuelle : les nouvelles technologies. Il est d'autant plus facile, parce qu'elles sont par nature plus ouvertes, d'espionner et de perturber le fonctionnement des démocraties par le piratage informatique (banques publiques, sites militaires...) ou par la production massive de fausses informations⁵. En 2021, plus de la moitié des cyberattaques provenaient de la Russie. Les menaces s'expriment par un investissement massif des réseaux sociaux qui ont bouleversé le rapport des citoyens à l'information et à la politique. Désinformation et théories du complot y prolifèrent et les puissances étrangères n'hésitent pas à influencer nos campagnes électorales, notamment par le biais de faux comptes sur les réseaux sociaux pour manipuler l'opinion publique. Or, une démocratie ne peut fonctionner que si ses citoyens disposent d'une information fiable. Les régimes autocratiques exploitent les conflits existants et les faiblesses des systèmes démocratiques afin de discréditer le modèle démocratique et de promouvoir des discours nationalistes et identitaires, légitimant leur système politique. Mais la déstabilisation ne s'arrête pas là. Terrorisme, prolifération d'armes de destruction massive, attaques de drones, milices indépendantes de mercenaires, instabilité politique et économique aux portes de l'Union eu-

ropéenne, médiatisation instantanée des conflits, menace nucléaire : la liste est longue. L'essor des technologies militaires et l'utilisation de l'intelligence artificielle laissent entrevoir des formes inédites de violence. La paix sociale apparaît plus vulnérable que jamais. Mais face à plus de cinquante régimes autoritaires, combien pèsent nos quelques démocraties ?

LA DÉMOCRATIE, UNE ARME POUR LA PAIX ?

La guerre en Ukraine a ébranlé nos démocraties occidentales, suscitant à la fois sidération et inquiétude, et nous rappelant combien la paix est précieuse et fragile. Elle ravive la crainte d'un avenir où ni la démocratie ni la stabilité ne sont assurées. Nous avons tendance à consi-

dérer la démocratie comme un modèle politique idéal, universel et garant d'un monde pacifique. Pourtant, le contexte international actuel ne favorise guère l'expansion de ce régime. Comme tout système, elle possède ses limites : si une « paix démocratique » est possible, elle n'est jamais acquise. L'enjeu n'est donc pas de poursuivre l'utopie d'une paix perpétuelle, mais d'instaurer ici et maintenant un climat de paix durable au sein même de l'espace démocratique. La paix sera véritablement démocratique lorsque la démocratie sera, partout, synonyme de paix. Outil précieux contre la guerre et la violence, la démocratie reste, elle aussi, fragile. Il nous appartient de la protéger en renforçant la transparence, en réduisant les inégalités et en défendant les droits humains. Alors seulement, elle pourra devenir un atout durable pour la paix. □

Paix positive et paix négative

« *Pas de justice, pas de paix* ». Cette formule, propagée par Martin Luther King et Dominique Pire, affirme que la justice est une condition nécessaire à une paix durable, car elle permet de rétablir la dignité humaine et de prévenir de futures violations en reconnaissant et en réparant des injustices subies. Pour qu'une paix soit pleine et authentique, la démocratie doit obligatoirement s'associer le respect des droits de l'homme. Une paix sans justice est une paix négative qui peut cacher des tensions sous-jacentes et manquer de légitimité. « *Dans le monde moderne, l'utilisation du concept de paix a significativement évolué. En contraste avec la paix synonyme « d'absence de » (guerres, violences, etc.), le concept moderne de paix est souvent défini comme « la présence de » justice, et des autres conditions nécessaires à l'harmonie sociale et donc à la prévention des situations de violence susceptibles de déboucher sur des conflits armés ou sociaux. Dans les années 1960, Johan Galtung, chercheur dans le domaine de la paix, a exercé une influence majeure sur la définition du concept en proposant une distinction entre « paix négative » et « paix positive » : la « paix négative » est l'absence de guerres ou de conflits violents entre les États, tandis que la « paix positive » se définit par l'absence de guerres ou de conflits violents mais, en plus, un état d'équité, de justice et de développement⁶.* »

1. Alain Caillé, *Paix et démocratie : une prise de repères*, Organisation des Nations Unies, 2004, p. 42.

2. Thibault Gerbail, « La théorie de la paix démocratique », site Internet de Geolinks, 21 mars 2015, <https://geolinks.fr>

3. Mathias Delori, « La paix, cette utopie », dans *Prisme*, 2023, <https://prisme.ulb.be>

4. Marc Lazar, « Europe : comment et pourquoi les démocraties sont-elles sous tension ? », site Internet de la République française, 30 mai 2024, <https://www.vie-publique.fr>

5. « La démocratie dans le monde à l'épreuve ? », vidéo Youtube sur la chaîne Le Dessous des cartes – Arte.

6. « La paix et la violence », dans *Repères : Manuel pour la pratique de l'éducation avec les jeunes*, Strasbourg, pour le site Internet du Conseil de l'Europe, 2003, <https://www.coe.int>



CONCRÈTEMENT APPRENDRE ET CULTIVER LA PAIX

Par Guillaume Lohest

Une véritable culture de la paix ne se construit pas dans l'urgence de la guerre, mais patiemment dans les multiples domaines de la vie. On parlera ici entre autres d'éducation, d'empathie, de jeux, d'aïkido et d'intériorité. Non pas pour fuir le domaine du politique, mais parce qu'un « art de la paix » doit avoir d'innombrables racines.

La paix « n'est pas l'absence de guerre, c'est une vertu, un état d'esprit, une volonté de bienveillance, de confiance, de justice », affirmait le philosophe Baruch Spinoza. Cela rejoint le concept de « culture de la paix » que l'UNESCO promeut et travaille depuis des décennies (Cf. encadré p. 18), selon le principe suivant : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ».

« L'art de la paix » est le titre d'un récent ouvrage de Bertrand Badie. Une expression qui dit bien ce que nous allons explorer dans cet article. D'autres livres portent d'ailleurs le même titre ! Je propose de sauter de l'un à l'autre, pour aborder quelques domaines concrets (parmi d'autres) où peut se construire un art, une culture véritable de la paix.

DANS LES CLASSES

C'est à l'éducation qu'on pense en premier lieu. « J'ai été frappé », rapporte Bertrand Badie, de constater à quel point, en France, nous négligeons l'éducation à la paix des enfants. Notre histoire nationale est majoritairement enseignée à travers le prisme de la guerre, des récits de Vercingétorix à ceux des deux guerres mondiales en passant par les exploits militaires de Napoléon. Mais qui leur apprend l'histoire de la paix¹ ? L'école, bien sûr, a une mission fondamentale. Dans les contenus enseignés, mais aussi dans les finalités globales qu'on lui attribue. Centrée sur l'apprentissage de compétences en vue de prendre une place dans la société (par le travail et par la citoyenneté), et même si de nombreux acteurs tentent de faire évoluer les choses, l'école reste majoritairement organisée sur le mode de la

La culture de la paix définie par l'ONU

La culture de la paix est l'ensemble « des valeurs, des attitudes et des comportements qui reflètent et favorisent la convivialité et le partage fondés sur les principes de liberté, de justice et de démocratie, tous les droits de l'homme, la tolérance et la solidarité, qui rejettent la violence et inclinent à prévenir les conflits en s'attaquant à leurs causes profondes et à résoudre les problèmes par la voie du dialogue et de la négociation et qui garantissent à tous la pleine jouissance de tous les droits et les moyens de participer pleinement au processus de développement de leur société ».

(Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 52/13 du 15 janvier 1998)

compétition, entre élèves et entre établissements. Une culture de la paix exige pourtant une tout autre disposition, sous-représentée dans les apprentissages : l'empathie, c'est-à-dire la capacité à entrer à l'intérieur du ressenti, de la souffrance d'autrui.

Le neuropsychiatre Boris Cyrulnik appelle de ses vœux la mise en place d'une véritable pédagogie de l'empathie à l'école. Les écrivains, les cinéastes, les journalistes, « les fabricants de mots » peuvent jouer un rôle important selon lui, car les récits aident à découvrir le monde mental de l'autre. Plusieurs études ont d'ailleurs mis en avant l'importance de la lecture de récits de fiction dans la construction de l'empathie². Au Danemark, depuis 1993, tous les élèves de 6 à 16 ans ont carrément une heure de « cours d'empathie » par semaine, dans le cadre du programme « Klassens tid ». Bertrand Badie estime qu'il est aus-

si fondamental de mettre en évidence l'histoire des autres régions du monde. « Il est nécessaire d'apprendre à nos enfants à mieux connaître l'histoire de l'Autre, qu'il s'agisse de l'histoire chinoise millénaire, de l'Afrique précoloniale ou du monde arabe, pour prévenir les phénomènes d'exclusion et d'ignorance. Finalement, il est temps d'enseigner aux enfants la « mondialité ». En tant que citoyens du monde, ils sont des « piétons de la mondialisation », ce qui signifie être conscient des enjeux globaux comme l'insécurité alimentaire, climatique ou sanitaire et avoir des gestes quotidiens pour y répondre. L'éducation à la paix est un véritable apprentissage, et elle est plus indispensable que jamais dans le monde globalisé que nous habitons³. »

PAR LE JEU

On associe souvent la guerre et la compétition. Ce sujet mérite de la nuance. Certains parents ou enseignants, dans le souci d'éduquer à la paix, vont tout faire pour éviter les jeux compétitifs à la maison et dans la cour de récréation, et tenteront de couper court à tout jeu de guerre ou de bataille. Dans cette vision, il s'agit de remplacer toute activité de compétition par de la coopération.

Il serait maladroit de donner ici une opinion tranchée et définitive, mais la plupart des sources relativisent cette association spontanée entre compétition et guerre, voire la contredisent. En ce qui concerne les jeux de guerre et même les jeux vidéo, la plupart des résultats de recherche n'indiquent pas de causalité avec des comportements agressifs et violents – qui sont plutôt liés à des phénomènes d'exclusion et de troubles préexistants. Quant aux jeux de bataille (le fait pour les enfants de jouer à se battre), ils sont même carrément plébiscités. Il s'agirait d'un héritage génétique commun à tous les mammifères, qui favorise la socialisation. « Les jeux d'affrontement, les jeux de guerre ou les jeux dans lesquels les enfants mettent en scène de la violence, leur permettent de grandir, tant qu'ils restent dans le faire semblant. Ils mettent en scène leur

agressivité, le sentiment de compétition souvent à l'œuvre à l'école et dans le social. Même si cela n'est pas facile à supporter pour les adultes, les enfants ont besoin de l'espace ludique pour s'affronter symboliquement, métaboliser, digérer ce qu'ils voient, ce qu'ils vivent⁴. » Selon cette vision, un peu contre-intuitive, les jeux de guerre ne sont pas un « apprentissage de la guerre », ils ne favorisent pas la violence, mais offrent un espace symbolique permettant de la canaliser, de la digérer à un âge où les mots manquent. Du moins tant que ces jeux sont assumés pour ce qu'ils sont (du faire semblant), accompagnés, et ne sont pas mis au service d'une idéologie militariste ou néolibérale. Parfois, la limite est difficile à cerner.

Plutôt qu'opposer compétition et coopération dans le jeu, il faudrait donc plutôt opposer ce qui relève du symbolique (des règles, un cadre, un jeu, un sport, qu'il soit compétitif ou coopératif) et ce qui relève du réel (l'école, l'économie, la guerre). Ce qui est problématique n'est donc pas la compétition en tant que telle, mais la finalité qu'elle poursuit et la place qu'elle prend dans nos vies. Dans une société où la concurrence économique fait office de loi fondamentale, il est indispensable de « remettre la compétition à sa place » en quelque sorte. Elle n'a de sens que dans l'espace symbolique et codifié du jeu, si elle permet de sublimer pacifiquement la rivalité et la violence : il n'y a pas d'ennemis mais des adversaires dont la vie et la dignité ont davantage de valeur que mes objectifs de victoire. Les jeux coopératifs permettent une expérience complémentaire et supplémentaire, qui est d'éprouver une motivation dans l'entraide pour affronter, non pas un ennemi, pas même un adversaire, mais l'adversité.

EN SOI-MÊME

Un autre « art de la paix » a été écrit pour résumer les enseignements de Morihei Ueshiba, le fondateur de l'aïkido qui est... un art martial ! Plus précisément, il se veut une transformation, une évolution des finalités profondes des arts martiaux traditionnels. « La vraie voie du

Guerrier, selon lui, est de prévenir le massacre, elle est l'art de la paix, la puissance de l'amour. » En aikido, ce ne sont pas des paroles en l'air, ce n'est pas une énième version du « Si tu veux la paix, prépare la guerre ». En effet, « l'entraînement en aikido est perçu comme un moyen de cultiver des vertus telles que le courage, la sincérité et la magnanimité. Contrairement aux sports de compétition, l'aikido favorise la coopération et le développement personnel plutôt que la rivalité⁵ ». La disposition mentale des pratiquants de l'aikido n'est jamais ni d'attaquer, ni de vaincre physiquement les adversaires, mais de les vaincre « spirituellement, en leur faisant réaliser la folie de leur action ». Concrètement, l'aikido traduit donc en actes une disposition d'esprit qui est celle de refuser l'affrontement, de détourner l'attaque, de « la guider par des mouvements souvent circulaires ou en spirale ; détourner sa force jusqu'à ce qu'emportée par l'élan l'attaque s'évanouisse d'elle-même ».

Ce petit détour surprenant par l'aikido n'a pas pour but de réfléchir aux applications concrètes de cet art martial, mais de nous amener à la dernière étape centrale de notre réflexion : l'intériorité. On en revient au principe fondamental énoncé par l'UNESCO, selon lequel la paix commence à se faire dans l'esprit des êtres humains. Bien sûr, l'intériorité est souvent

méprisée par les passionnés de politique, qui y voient des niaiseries spirituelles. J'inviterai simplement ici à considérer l'hypothèse que cette dimension intérieure n'est pas un vulgaire relent de religiosité (les pires horreurs commises au nom de la religion n'ont jamais eu aucun rapport avec l'intériorité) mais ce qui manque le plus à notre époque.

Le moine bouddhiste vietnamien Thich Nhat Hanh a, lui aussi, publié un livre intitulé *L'art de la paix*. Lors d'une retraite organisée en 2003 avec un groupe de Palestiniens et d'Israéliens, il a insisté sur le fait que le véritable ennemi n'est jamais une personne mais un mode de pensée, une perception erronée. « Il y a des choses intérieures que nous devons faire. Ne pensez pas que tout va bien à l'intérieur et qu'il ne reste plus que des choses à faire à l'extérieur. C'est une grave erreur. Rentrer en nous-mêmes – réorganiser les choses de manière à avoir l'harmonie et la paix à l'intérieur – nous apportera beaucoup de pouvoir. Ce pouvoir ne peut être considéré en termes d'armes, de technologies ni de soldats⁶. »

Cela peut ressembler à une rêverie de bisounours. Ceux qui connaissent un peu la vie de Thich Nhat Hanh savent qu'il n'en est rien, et qu'aucune culture de la paix ne peut tenir uniquement avec des idées, des rapports de force et de la paperasse. □

Paix et communication

Un autre domaine concret et quotidien de la construction d'une culture de la paix concerne, tout simplement, la façon dont nous nous parlons les uns aux autres. Notre langage verbal et non-verbal contient potentiellement, chaque jour, chaque heure de notre vie, de l'agressivité et de la violence, directe ou indirecte. L'une des approches possibles permettant de travailler notre communication est la CNV (Communication NonViolente) développée par Marshall Rosenberg. Mais de façon plus spontanée et générale, l'attention aux mots, aux intonations, aux intentions de nos paroles est un premier pas essentiel à franchir par chacun.

Hospitalité et « micropaix »

« La deuxième vertu que je voudrais souligner nous vient d'Emmanuel Kant. Il affirmait que la paix ne pouvait se réaliser qu'en respectant les règles de l'hospitalité. Cette idée est puissante, car elle déplace la responsabilité de la paix des seuls gouvernants aux individus. Apprendre à accueillir l'Autre, à ne plus voir l'étranger comme un ennemi, constitue un premier pas vers une « micropaix », atome d'un ordre universel pacifique. Dans le contexte actuel, cela signifie accepter les migrations, non pas comme un chaos, mais comme une composante essentielle d'un monde globalisé. Se tenir à distance des discours démagogiques qui stigmatisent l'Autre est crucial pour empêcher la banalisation de la violence et l'exclusion qui mènent à la guerre. »

Bertrand Badie : « Il est impératif de réévaluer notre conception de la paix », dans *Émile, le magazine des Sciences Po*, 19 décembre 2024, propos recueillis par Lisa Dossou et Maïna Marjany.

1. Bertrand Badie : « Il est impératif de réévaluer notre conception de la paix », dans *Émile, le magazine des Sciences Po*, 19 décembre 2024, propos recueillis par Lisa Dossou et Maïna Marjany.

2. La plus célèbre de ces études a été menée par deux chercheurs néerlandais en 2013 : Bal P.M. et Veltkamp M., *How Does Fiction Reading Influence Empathy ? An Experimental Investigation on the Role of Emotional Transportation*. PLoS ONE 8(1): e55341.

3. Bertrand Badie : « Il est impératif de réévaluer notre conception de la paix », op. cit.

4. Sophie Marinopoulos, « Pourquoi laisser l'enfant jouer à la guerre ? », www.yapaka.be

5. Morihei Ueshiba, *L'art de la paix*, Enseignements du fondateur de l'aikido regroupés par John Stevens.

6. Thich Nhat Hanh sur... / La paix entre Palestiniens et Israéliens, 11 juin 2021, <https://plumvillage.org>

SOMMAIRE

Édito : سلام

2



« Salaam », « Shalom ». On se salue en se souhaitant la paix. Au-delà du vœu pieux, il est urgent de reprendre le chantier de la paix. En profondeur, en mêlant et dé mêlant les nœuds avec toute une série d'autres notions liées ou opposées : démocratie, pacifisme, défense...

À chaque guerre son pacifisme

3



Le pacifisme pourrait sembler un idéal éternel et évident. Pourtant, son histoire est récente et contrastée. Les différents contextes de guerre influencent profondément les discours et les attitudes des pacifistes, selon l'origine et la proximité de la menace. Retour sur quelques guerres du 20^e siècle.

Quelle défense voulons-nous ?

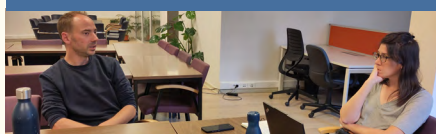
6



La défense occupe l'actualité et suscite la polémique. Dans toute l'Europe, les gouvernements réinvestissent massivement dans l'armement. Les mouvements progressistes s'insurgent contre cette surenchère militaire, mais semblent divisés sur les alternatives. D'autres visions de la défense sont-elles possibles ?

"La grande difficulté pour bâtir la paix, c'est de parvenir à dépasser l'image de l'ennemi"

10



Interview. Samuel Legros est chargé de recherche et de plaidoyer à la CNAPD (Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie). Nous l'avons rencontré pour aborder avec lui les défis face auxquels se trouvent tous ceux qui veulent bâtir la paix aujourd'hui. Il nous a livré un point de vue engagé, résolument pacifiste, à l'écoute des différentes sensibilités et conscient des difficultés.

Démocratie en ruines, paix en péril ?

14



Les liens entre la démocratie et la paix sont connus et largement théorisés. Certains estiment que la démocratie engendre la paix, d'autres que la paix donne naissance à la démocratie. Mais pendant que nous nous gargarisons d'avoir le meilleur des modèles, la paix de nos démocraties vacille sous les coups, bien réels, des régimes autoritaires.

Concrètement apprendre et cultiver la paix

17



Une véritable culture de la paix ne se construit pas dans l'urgence de la guerre, mais patiemment dans les multiples domaines de la vie. On parlera ici entre autres d'éducation, d'empathie, de jeux, d'aïkido et d'intériorité. Non pas pour fuir le domaine du politique, mais parce qu'un « art de la paix » doit avoir d'innombrables racines.



Prix au n° : 5€

Pour s'abonner

(Contrastes + Fourmilière) :

Versez 21€ au compte

BE46 7865 7139 3436

des Équipes Populaires,

avec la mention :

"Abonnement à Contrastes"

+ votre nom